

Accord interprofessionnel national

**CRÉATION DU PEI ET DU PRESVI
« ÉPARGNE SALARIALE-PROFESSIONS LIBÉRALES » (ES-PL)
(27 novembre 2002)**

(Etendu par arrêté du 1^{er} août 2003,
Journal officiel du 13 août 2003)

AVENANT N° 3 DU 16 JUILLET 2007
PORTANT ACTUALISATION DE L'ACCORD D'ÉPARGNE SALARIALE
NOR : ASET0751034M

Entre :

L'union nationale des professions libérales (UNAPL),

D'une part, et

La CFDT ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Il a été conclu le présent avenant à l'accord d'épargne salariale des professions libérales (« ES-PL »), conclu le 27 novembre 2002, et modifié par voie d'avenants respectivement conclus le 18 septembre 2003 et le 27 septembre 2004.

Le présent avenant a pour objet d'actualiser l'accord conformément à la législation actuellement applicable, et notamment conformément aux dispositions de la loi n° 2006-1770 du 30 décembre 2006 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié, et portant diverses dispositions d'ordre économique et social.

Article 1^{er}

Afin de prendre acte de l'extension de l'accord du 27 novembre 2002 suite à la publication de l'arrêté du 1^{er} août 2003, le troisième paragraphe de

l'article 1^{er} de l'accord, dénommé « Champ d'application professionnel et géographique », est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« Les dispositions de l'accord ont fait l'objet d'une extension, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans son champ d'application, à l'exclusion :

- d'une part, des activités relevant du champ d'application de la convention collective du notariat du 8 juin 2001 ;
- et d'autre part, des activités de conseils en systèmes informatiques, de conseils en affaires de gestion, ingénierie et études techniques, mais seulement lorsqu'elles sont exercées sous la forme d'une société ;
- et à l'exclusion de certains articles énumérés par l'arrêté du 1^{er} août 2003 portant extension d'un accord relatif à l'épargne salariale dans le secteur des professions libérales. »

Article 2

La phrase unique de l'article 3 de l'accord du 27 novembre 2002, dénommé « Entrée en vigueur », est supprimée et remplacée par ce qui suit :

« Le présent accord entre en vigueur à compter de son dépôt auprès des services centraux du ministère du travail. »

Article 3

Les entreprises couvertes par un accord de branche portant création d'un PEI/PERCOI n'étant pas tenues d'adresser à la DDTEFP une déclaration d'adhésion selon laquelle elles entendent appliquer le plan, le deuxième paragraphe de l'article 4 de l'accord du 27 septembre 2002, dénommé « Dépôt de l'accord », est supprimé.

Article 4

Modification de l'article 6 de l'accord du 27 novembre 2002, intitulé « Bénéficiaires, ancienneté » :

Afin de permettre, conformément à la législation actuellement applicable, au conjoint du chef d'entreprise de bénéficier des dispositions de l'accord du 27 novembre 2002, les 2 premières phrases de son article 6 sont remplacées par les 3 alinéas suivants :

« Tout salarié d'une entreprise adhérente ou, après extension, tout salarié d'une entreprise comprise dans le champ d'application de l'accord et bénéficiant de l'extension, pourra bénéficier des dispositions de l'accord et adhérer individuellement au PEI ES-PL et/ou au PERCOI ES-PL.

Il en est de même pour le chef d'entreprise, le conjoint du chef d'entreprise s'il a le statut de conjoint collaborateur ou de conjoint associé, le président, les directeurs généraux, les gérants, les membres du directoire lorsque l'effectif habituel de l'entreprise comprend au moins 1 et au plus 100 salariés en sus du (ou des) dirigeant(s).

Lorsque l'effectif habituel de l'entreprise comprend au moins 1 et au plus 100 salariés en sus du (ou des) dirigeant(s), les professionnels libéraux qui exercent leur activité dans le cadre d'une société civile professionnelle (SCP) ou qui exercent à titre individuel, en employant du personnel dans le cadre

d'une société civile de moyens (SCM), ont la possibilité d'adhérer individuellement au PEI ES-PL et/ou au PERCOI ES-PL mis en place dans la SCP ou la SCM dans les mêmes conditions que les salariés employés par la SCP ou la SCM. »

Afin de permettre, conformément à la législation actuellement applicable, aux anciens salariés ayant quitté l'entreprise, pour quelque motif que ce soit, d'effectuer des versements au PERCOI, le cinquième paragraphe est remplacé par ce qui suit :

« S'agissant du PEI ES-PL, les anciens salariés ayant quitté l'entreprise à la suite d'un départ à la retraite ou en préretraite peuvent continuer à y effectuer des versements, à condition d'avoir effectué au moins un versement avant leur départ ; ces versements ne bénéficient plus de l'abondement de l'entreprise.

S'agissant du PERCOI ES-PL, les anciens salariés ayant quitté l'entreprise, pour quelque motif que ce soit, peuvent continuer à y effectuer des versements, à condition d'avoir effectué au moins un versement avant leur date de départ. Ces versements ne bénéficient pas de l'abondement de l'entreprise et les frais afférents à leur gestion sont à la charge exclusive de l'ancien salarié qui effectue ces versements.

Cette possibilité n'est pas ouverte au salarié qui a accès à un plan d'épargne pour la retraite collectif dans la nouvelle entreprise où il est employé ; il peut alors transférer ses avoirs dans son nouveau PERCO. »

Article 5

Modification de l'article 10 de l'accord du 27 novembre 2002, dénommé « Modalités d'information » :

Le cinquième paragraphe de l'article 10.1, dénommé « Obligations incombant à l'établissement teneur de registres », est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« Lors de chaque acquisition faite pour son compte à la suite de versements dans le plan, l'adhérent recevra ce relevé nominatif. En outre, il reçoit chaque année un relevé de la situation de son compte (1).

Pour ce faire, chaque adhérent s'engage à informer l'entreprise et l'ETR de ses changements d'adresse. »

Les articles 10.3 et 10.4 sont supprimés et remplacés par ce qui suit :

« 10.3. Obligation de l'entreprise vis-à-vis des bénéficiaires du plan

Le dirigeant de l'entreprise adhérent au(x) plan(s) est tenu d'informer le personnel de la faculté qui lui est offerte de participer à ce (ou ces) plan(s), au moyen, le cas échéant, des documents élaborés par les ETR. Chaque année, il informe aussi de l'abondement éventuel. »

« 10.4. Personnel entrant ou quittant l'entreprise

Il est remis à tout salarié de l'entreprise un livret d'épargne salariale, conformément et dans les conditions prévues par l'article R. 444-1-3 du code du travail.

(1) Le relevé d'opérations pourra faire office de relevé annuel.

Tout adhérent quittant l'entreprise reçoit un état récapitulatif de l'ensemble des sommes et valeurs mobilières épargnées ou transférées au sein de l'entreprise dans le cadre des dispositifs d'épargne salariale ; cet état distingue les actifs disponibles, en mentionnant tout élément utile au salarié pour en obtenir la liquidation ou le transfert, et ceux qui sont affectés au plan d'épargne pour la retraite collectif, en précisant les échéances auxquelles ces actifs seront disponibles ainsi que tout élément utile au transfert éventuel vers un autre plan.

Suite à son départ, l'adhérent peut :

- soit obtenir la liquidation de ses droits ;
- soit conserver ses avoirs dans le PEI et/ou le PERCOI ES-PL ;
- soit transférer ses avoirs, le cas échéant, au sein de la nouvelle entreprise qui l'emploie.

Il doit alors en faire la demande auprès de l'organisme chargé de la gestion du (ou des) nouveau(x) plan(s) et en informer l'ETR en précisant notamment le nom et l'adresse de son nouvel employeur et de l'organisme chargé de la gestion du (ou des) nouveau(x) plan(s).

Les frais afférents à la tenue des comptes sont pris en charge par l'entreprise. Ces frais cessent d'être à la charge de l'entreprise après le départ de l'adhérent. Dès lors que l'entreprise en a informé l'ETR, ces frais incombent aux adhérents concernés et sont perçus par prélèvement sur leurs avoirs.

Chaque adhérent s'engage à informer l'entreprise et l'ETR de ses changements d'adresse. Si l'adhérent ne peut être atteint à la dernière adresse indiquée par lui, la conservation des parts de FCPE continue d'être assurée par les ETR auprès desquels l'intéressé peut les réclamer jusqu'à l'expiration de la prescription prévue à l'article 2262 du code civil. A l'expiration de ce délai, l'organisme gestionnaire procède à la liquidation des parts non réclamées et verse le montant ainsi obtenu au fonds de réserve pour les retraites. »

Article 6

L'article 12 est supprimé et remplacé par ce qui suit :

Article 12

Les sommes versées au PEI ES-PL et au PERCOI ES-PL peuvent être affectées à l'acquisition de parts de FCPE régis par l'article L. 241-39 du code monétaire et financier, sans que ceux-ci détiennent plus de 10 % de titres non admis aux négociations sur un marché réglementé. Cette limitation ne s'applique pas aux parts et actions d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières détenues par le fonds.

Par ailleurs, l'adhérent au PERCOI ES-PL a la possibilité d'affecter son épargne à l'acquisition de parts de fonds communs de placement investis dans les entreprises solidaires, dans les limites posées à l'article L. 443-1-1 du code du travail (cf. art. 20).

L'adhérent a le choix de l'affectation et peut le modifier par simple notification écrite au gestionnaire et au teneur de registre. La totalité des sommes versées au PEI ES-PL ou au PERCOI ES-PL sont investies après prélèvement de la CSG-CRDS, selon le choix individuel de chaque adhérent en part ou dix millième de parts des FCPE désignés à l'annexe III.

La commission de souscription perçue à l'entrée de chaque FCPE est à la charge de l'adhérent.

Les frais afférents aux modifications de l'affectation sont à la charge de l'adhérent à l'exception de 2 modifications annuelles couvertes par les frais de tenue de compte.

La modification du choix de placement est sans incidence sur la durée d'indisponibilité restant éventuellement à courir.

Article 7

Afin de tenir compte de la législation actuellement applicable, à l'article 13, les termes suivants sont supprimés : « qui se charge notamment de demander à l'administration fiscale le versement des sommes correspondant aux avoirs fiscaux et crédit d'impôt attachés aux revenus réemployés ».

Article 8

Modification des termes de l'article 14 de l'accord du 27 novembre 2002, dénommé « Nature des sommes susceptibles d'être versées » :

Afin de préciser, conformément à la législation actuellement applicable, les plafonds de versements applicables au conjoint du chef d'entreprise ainsi qu'au retraité, les deux premiers paragraphes de l'article 14.1 sont supprimés et remplacés par ce qui suit :

« Le montant total des versements volontaires (y compris l'intéressement) effectués annuellement par chaque adhérent dans l'ensemble des plans d'épargne salariale qui lui sont proposés ne peut excéder :

- 1/4 de sa rémunération annuelle brute s'il est salarié ;
- 1/4 de son revenu professionnel soumis à l'impôt sur le revenu s'il est un dirigeant autorisé à adhérer au plan conformément à l'article 6 ci-avant ;
- 1/4 de ses pensions de retraite annuelles brutes s'il est retraité ;
- 1/4 du plafond annuel de la sécurité sociale, s'il est conjoint du chef d'entreprise ayant le statut de conjoint collaborateur ou de conjoint associé mentionné à l'article L. 121-4 du code de commerce, ou s'il est salarié dont le contrat de travail est suspendu, à condition qu'ils n'aient perçu aucune rémunération au titre de l'année précédente. »

Le troisième alinéa de l'article 14.2 est supprimé et remplacé par la rédaction suivante : « le versement de l'intéressement peut donner lieu à l'abondement prévu à l'article 14.4 ».

La dernière ligne de l'article 14.3 est supprimée.

Afin de prendre en compte les nouveaux plafonds d'abondement mis en place par la loi n° 2006-1770 du 30 décembre 2006 pour le développement de la participation et l'actionnariat salarié, ainsi que les dispositions de la

circulaire interministérielle du 14 septembre 2005 relative à l'aide minimale de l'entreprise, les termes de l'article 14.4 sont modifiés comme suit :

Le 1 dénommé « Rappel des obligations » est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« Participation minimale obligatoire aux frais de tenue de compte :

En application de l'article L. 443-1-1 du code du travail, l'aide de l'entreprise consiste en la prise en charge des frais de tenue de compte des participants dans les conditions visées à l'article 10.4 et des frais relatifs à la tenue des conseils de surveillance des FCPE. Cette prise en charge est appelée annuellement. L'entreprise ne supporte ces frais que dans la mesure où l'un de ses salariés ou dirigeants ou conjoint du chef d'entreprise a adhéré personnellement au PEI ES-PL.

En aucun cas, la prise en charge des frais de tenue de compte du PEI ES-PL ne peut se cumuler avec celle des frais de tenue de compte d'un plan de même durée.

Versement complémentaire facultatif :

Au-delà de cette participation minimale obligatoire, l'entreprise peut effectuer un versement complémentaire qui demeure facultatif, appelé abondement. Par année civile et par adhérent, le montant total des versements constituant l'abondement de l'entreprise, ne pourra ni dépasser le triple de ses versements, ni excéder le plafond légal en vigueur (1). Ce plafond tient compte, le cas échéant, de l'abondement versé audit adhérent par l'entreprise dans le cadre d'un plan d'épargne entreprise (ou PEG) ou d'un plan d'épargne interentreprises.

Le versement de l'abondement intervient concomitamment aux versements de l'adhérent, ou au plus tard à la fin de chaque exercice. »

Au 2 dénommé « Décision et modalités d'abondement », les termes « dans la limite maximale de 2 300 € » sont supprimés et remplacés par les termes suivants « dans la limite du plafond légal en vigueur. » (1)

Article 9

Afin de prendre en compte la période d'indisponibilité des sommes provenant de la participation, les 2 alinéas de l'article 16 de l'accord du 27 novembre 2002, dénommé « Indisponibilité des placements », sont supprimés et remplacés par ce qui suit :

« Les sommes correspondant aux parts et fractions de part des FCPE acquises pour le compte de l'adhérent ne seront exigibles ou négociables qu'à l'expiration du délai de 5 ans à compter du dernier jour du sixième mois de l'année d'acquisition de ces parts et du premier jour du quatrième mois de l'exercice d'acquisition de ces parts en cas de versement de la participation dans le PEI ES-PL.

Au-delà de ce délai, l'adhérent peut conserver son épargne dans le PEI-ES-PL ou obtenir la délivrance de ses avoirs disponibles. »

(1) Soit 8 % du plafond annuel de la sécurité sociale, s'agissant du PEI, à la date de signature du présent accord.

Article 10

A l'article 18 de l'accord du 27 novembre 2002, dénommé « Définition du PERCOI ES-PL et règles applicables », les termes « lequel fait suite au PPESVI ES-PL à compter du 31 décembre 2004 » sont supprimés.

Article 11

Modification de l'article 19 de l'accord du 27 novembre 2002, dénommé « Nature des sommes susceptibles d'être versées » :

Afin de prendre en compte les dispositions de la loi n° 2005-842 du 26 juillet 2005 pour la confiance et la modernisation de l'économie, modifiant celles applicables en matière de transfert individuel, les termes de l'article 19.2, dénommé « Transfert des sommes », sont supprimés et remplacés par ce qui suit :

« Les adhérents peuvent demander le transfert individuel sur le PERCOI ES-PL des avoirs qu'ils détiennent dans le cadre d'un autre plan d'épargne ou d'un accord de participation, qu'il y ait ou non rupture du contrat de travail.

Les sommes transférées ne sont pas prises en compte pour l'appréciation du plafond de versement prévu à l'article L. 443-2 du code du travail. »

Afin de prendre en compte les nouveaux plafonds d'abondement mis en place par la loi n° 2006-1770 du 30 décembre 2006 pour le développement de la participation et l'actionnariat salarié, les termes de l'article 19.3 sont supprimés et remplacés par ce qui suit :

« S'agissant de l'abondement, les règles définies à l'article 14.4 sont applicables au PERCOI ES-PL, à l'exception du plafond maximum pouvant être choisi par l'entreprise, qui est le plafond légal d'abondement (1).

L'abondement qui excède par an et par adhérent le plafond prévu à l'article L. 137-5 du code de la sécurité sociale (2) est soumis à la contribution de 8,20 % au profit du fonds de réserve pour les retraites. Cette contribution est à la charge de l'entreprise. »

Article 12

A l'annexe II de l'accord, les termes « NATEXIS INTERÉPARGNE, service 8059, avenue du Maréchal-Montgomery, 14029 Caen Cedex 9 » sont supprimés et remplacés par ce qui suit : « NATIXIS INTERÉPARGNE, société anonyme au capital de 8 890 784 €, dont le siège social est à Paris 12^e, 68-76, quai de la Rapée. »

De même, les termes « CREELIA, TSA90206, 26956 Valence Cedex 9 » sont supprimés et remplacés par ce qui suit : « CREELIA, société en nom collectif au capital de 24 000 000 €, dont le siège social est 90, boulevard Pasteur, 75015 Paris ».

(1) Soit 16 % du plafond annuel de la sécurité sociale, s'agissant du PERCOI à la date de signature du présent accord.

(2) Soit 2 300 € à la date de signature du présent accord.

Article 13

L'annexe III de l'accord est modifiée comme suit :

« Dans le tableau indiquant la composition et la stratégie des différents FCPE proposés par l'accord, pour tenir compte du changement de nom du réseau du Crédit lyonnais, devenu LCL, et conformément aux modifications approuvées par le conseil de surveillance des fonds de juin 2006, le suffixe CL de chacun des FCPE de la gamme ES-PL CL est remplacé par le suffixe LCL. »

A la suite des termes « les frais y afférents sont à la charge de l'adhérent concerné et seront prélevés sur le montant des avoirs transférés », il est ajouté ce qui suit :

« (A l'exception de 2 modifications annuelles du choix de placement couvertes par les frais de tenue de compte).

Par ailleurs, la commission de souscription perçue à l'entrée du FCPE est à la charge de l'adhérent. »

Le 1 de l'annexe III de l'accord du 27 novembre 2002, dénommé « Le processus de sécurisation automatique de l'épargne dans le cadre des FCPE de la gamme ES-PL BP du PERCOI », est supprimé et remplacé par ce qui suit :

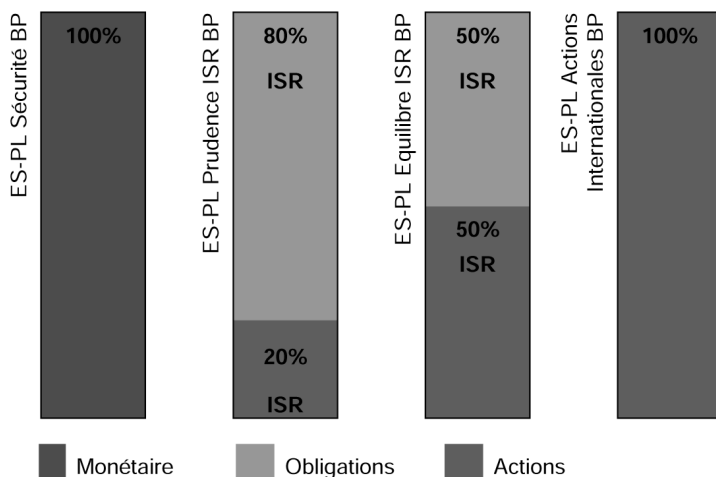
« Dans le cadre du PERCOI, l'adhérent doit choisir entre deux modes de gestion : le processus de sécurisation automatique de l'épargne, s'il souhaite bénéficier d'un mode de gestion spécifiquement adapté à l'épargne retraite ou la gestion libre entre les différents FCPE présentés ci-avant, s'il maîtrise les mécanismes financiers et préfère procéder lui-même au choix d'investissement de son épargne.

Le processus de sécurisation automatique de l'épargne dans le cadre des FCPE de la gamme ES-PL BP du PERCOI est le suivant :

Les sommes versées dans le cadre de la sécurisation automatique sont investies dans le FCPE de la gamme "ES-PL BP" déterminé en fonction de la date prévisionnelle du départ à la retraite de l'épargnant.

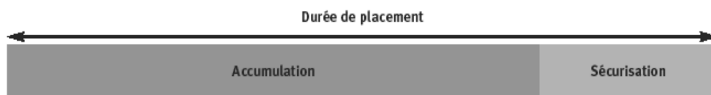
Celui-ci indique, à cet effet, lors de son premier versement, la date à laquelle il envisage de partir à la retraite et mandate NATIXIS INTER-ÉPARGNE pour l'exécution des affectations et/ou des arbitrages inhérents au fonctionnement du dispositif.

Les FCPE de la gamme “ES-PL BP” utilisés dans le cadre de sécurisation automatique sont les suivants :



Comment l'épargne est-elle investie ?

La durée de placement comprend 2 périodes : la période d'accumulation et la période de sécurisation.



La durée de la période de sécurisation est fonction du degré de risque inhérent au FCPE dans lequel l'investissement initial a été effectué (FCPE d'accumulation). Elle sera d'autant plus longue que le profil de risque de ce FCPE est élevé.

Au fur et à mesure que l'épargnant s'approche de la date prévisionnelle de son départ à la retraite, ses avoirs sont progressivement sécurisés par transferts mensuels : une partie des avoirs épargnés dans le FCPE d'investissement (ou d'accumulation) choisi initialement est ainsi transférée vers le FCPE de sécurisation “ES-PL Sécurité BP”.

Les transferts sont effectués très progressivement, ce qui permet un lissage quasi parfait des fluctuations des marchés boursiers et conduit à terme à une désensibilisation intégrale des fonds.

Détermination du FCPE d'investissement et durée de sécurisation correspondante :

DURÉE D'ACCUMULATION	FONDS	DURÉE DE SÉCURISATION
Si, au moment de son versement, le nombre d'années (n) séparant l'épargnant de son départ en retraite est de :	Ses versements seront investis dans le FCPE	... puis sécurisés, dès que le nombre d'années le séparant de la date prévisionnelle de son départ à la retraite ne sera plus que de :
$n \geq 12$ ans	ES-PL Actions Internationales BP	12 ans (soit $12 \times 12 = 144$ transferts mensuels correspondant chaque mois à 1/144 des parts détenues)
$7 \text{ ans} \leq n < 12$ ans	ES-PL Equilibre ISR	7 ans (soit $7 \times 12 = 84$ transferts mensuels correspondant chaque mois à 1/84 des parts détenues)
$3 \text{ ans} \leq n < 7$ ans	ES-PL Prudence ISR	3 ans (soit $3 \times 12 = 36$ transferts mensuels correspondant chaque mois à 1/36 des parts détenues)
$n < 3$ ans	ES-PL Sécurité BP	- (FCPE de sécurisation)

La détermination des durées a été réalisée en fonction des hypothèses de rendement des FCPE et des variations empiriques des marchés. L'intervalle de confiance (amplitude de variation possible de la valeur de part du FCPE) décroît au fur à mesure que s'allonge la durée de placement.

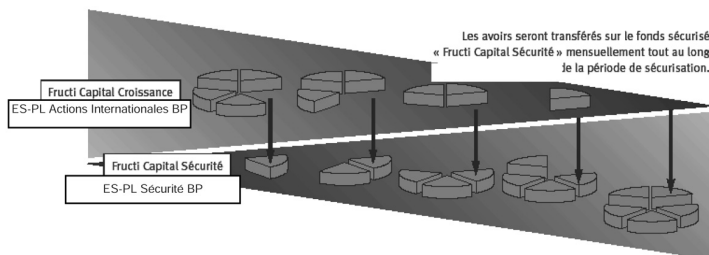
La période de désensibilisation optimale est celle à partir de laquelle le risque de moins-values devient négligeable. Les durées de placement des FCPE de la gamme ont été établies en conséquence.

Prenons un exemple : en 2007, un épargnant de 40 ans envisage de partir à la retraite à 65 ans. Il indique dans son bulletin de versement que la date prévisionnelle de son départ à la retraite est 2032.

Il lui reste donc 25 ans avant son départ à la retraite. Son épargne sera investie dans le fonds "ES-PL Actions internationales BP" dont la durée de placement correspond à l'échéance de son départ à la retraite, 25 ans (12 ans et plus).

Douze ans avant l'échéance (départ à la retraite), NATIXIS INTER-ÉPARGNE constate le nombre de parts détenues par l'épargnant et effectue mensuellement le transfert d'une fraction des parts du FCPE "ES-PL Actions internationales BP" vers le FCPE de sécurisation, "ES-PL Sécurité BP".

Ainsi, l'investissement (en phase d'accumulation) et le désinvestissement (en phase de sécurisation) peuvent être représentés de la façon suivante, aux évolutions de marché près :



L'orientation de la gestion et la composition des FCPE du PERCOI sont précisées à l'article "Orientation de gestion" de leur règlement ainsi que dans les notices d'information des FCPE, annexées au règlement du plan.

La gamme des FCPE ES-PL BP du PERCOI et du PEI est gérée par la société Natexis Asset Management, société anonyme au capital de 30 468 505 €, dont le siège social est à Paris 12^e, 68-76, quai de la Rapée.

NATIXIS, société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 1 951 782 928 €, dont le siège social est à Paris 7^e, 45, rue Saint-Dominique, est l'établissement dépositaire de ces FCPE. Il s'engage à employer les sommes versées dans un délai maximum de 15 jours à compter de leur inscription sur les comptes des FCPE.

NATIXIS INTERÉPARGNE, société anonyme au capital de 8 890 784 €, dont le siège social est à Paris 12^e, 68-76, quai de la Rapée, est le teneur de compte conservateur et teneur de registre des parts des adhérents au plan pour chacun de ces FCPE. »

Au II de l'annexe III de l'accord, il est ajouté ce qui suit :

« Pour tenir compte du changement de nom du réseau du Crédit lyonnais, devenu LCL, et conformément aux modifications approuvées par le conseil de surveillance des fonds de juin 2006, le suffixe CL de chacun des FCPE de la gamme ES-PL CL est remplacé par le suffixe LCL. »

La gamme des FCPE ES-PL LCL du PERCOI et du PEI est gérée par la société Crédit agricole Asset Management (CAAM), société anonyme au capital de 546 162 915 €, dont le siège social est 90, boulevard Pasteur, 75015 Paris.

CACEIS BANK, société anonyme au capital de 200 000 000 €, dont le siège social est 1-3, place Valhubert, 75013 Paris, est l'établissement dépositaire de ces FCPE. Il s'engage à employer les sommes versées dans un délai maximum de 15 jours à compter de leur inscription sur les comptes des FCPE.

CREELIA, société en nom collectif au capital de 24 000 000 €, dont le siège social est 90, boulevard Pasteur, 75015 Paris, est le teneur de compte conservateur et teneur de registre des parts des adhérents au plan pour chacun de ces FCPE.

Article 13

Le présent avenant est immédiatement applicable. Dès sa conclusion, ou, le cas échéant, après la fin du délai d'opposition de 15 jours, le présent avenant sera adressé par la partie la plus diligente auprès des services centraux du ministre chargé du travail, en 2 exemplaires, dont une version sur support papier signé des parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et une version sur support électronique.

Un exemplaire sera également remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Fait à Paris, le 16 juillet 2007.

(Suivent les signatures.)